Section de l'Hérault

Compte-rendu de l'action intersyndicale Juin / Juillet 2019

Calendrier des actions

Du 20 juin au 8 juillet : HMI

Mercredi 19 juin :
Boycott des réunions de la direction sur les sites de La Paillade et du Millénaire

Jeudi 27 Juin :
- Envahissement du CTL et remise des pétitions
- Rencontre avec le chef de cabinet du Préfet

Mardi 2 juillet :
- Actions contre les secondes réunions de la direction sur les sites de La Paillade et du Millénaire ;
- Rendez-vous avec l'élu aux Finances du Conseil Départemental de l'Hérault

Jeudi 4 Juillet :
Nouvel envahissement du CTL

Du 4 au 11 Juillet :
Envoi des mails d'information sur les restructurations aux élus du département

Mercredi 10 Juillet :
Forte contestation des élus des communautés de communes de Bédarieux et de Saint Pons lors de leur rencontre avec notre Directeur

Mardi 11 juin, suite à la réunion de présentation de la géographie revisitée par notre Directeur, les organisations syndicales CGT, Solidaires Finances Publiques et FO se sont réunies.

Face à la destruction de notre réseau et de notre administration, nous avons décidé des actions en intersyndicale. Elles ont été préparées autour de 3 axes :

– agents,

– élus,

– collectivités.

Actions agents

Des HMI intersyndicales se sont déroulées sur tout le département pour dénoncer le Plan Darmanin. En parallèle, la direction a tenu à organiser des réunions de présentation avant le passage des OS.

En réaction aux réunions de promotion de la « géographie revisitée », les agents des sites de La Paillade et du Millénaire ont décidé d'une action commune : le boycott pur et simple de ces réunions ! Ils ont initié une pétition demandant le retrait du projet. Elle a été reprise et signée massivement par la majorité des agents du département.

Lors du CTL du 27 juin, 200 agents représentant la plupart des services ont envahi la séance. Le Directeur est entré au son du chant contestataire :

Section de l'Hérault

Camarades, la colère gronde
À la vue du plan Darmanin
Sa réforme fait l'effet d'une bombe
Visant toutes nos missions.
Fonctionnaires, oui, oui, oui
Maltraités, non, non, non,
Imposons d'autres solutions
Fonctionnaires, oui, oui, oui
Maltraités, non, non, non,
Tous ensemble, sauvons nos missions.

Après l'intervention des OS signifiant le refus catégorique du Plan Darmanin, un représentant de chaque service a remis sa pétition au Directeur.

L'intersyndicale a donné une interview au Midi Libre :

LLIER

midilibre.fr
vendredi 28 juin 2019

Finances publiques : les agents dénoncent le plan Darmanin

Réorganisation. Ils estiment que le projet ministériel est un recul du service public.

C'est non ! » Pour les agents des finances publiques la réponse est claire : le projet de réorganisation proposé par le ministre du Budget Gérald Darmanin n'est pas acceptable. « *On en demande tout simplement le retrait sans négociation* », explique Anne-Marie Durand (CGT). Ce jeudi matin, une centaine de fonctionnaires s'est retrouvée devant l'agence départementale d'Antigone avant l'investir le bâtiment où devait se tenir un « *comité technique local* ». Une opération similaire est prévue le 4 juillet prochain, car les organisations syndicales CGT, Sud et FO s'inscrivent dans la durée pour s'opposer à un plan assimilé à un recul du service public, notamment auprès des particuliers et des collectivités territoriales les plus modestes.

200 suppressions de postes dans l'Hérault ?

Dans l'Hérault, seize trésoreries publiques doivent fermer leurs portes tandis que des « *points de contact* » seront ouverts dans les maisons de services au public. « *On fait croire que ce sont des services publics, mais ce sont juste des points numériques temporaires pour aider à des connexions* », déplore Marie-Pierre Zabalète (Sud). « *On rentabilise, on fusionne tous les services et derrière, il y a une grande inconnue. Mais le but est de faire des économies* », poursuit la représentante syndicale. Selon les organisations mobilisées ce jeudi, l'objectif, à l'échelle nationale, est de diminuer les effectifs « *entre 10 et 13 %* » sur les trois ans 2020-2022. « *Tous les services sont concernés, même le contrôle fiscal.* » Dans l'Hérault, le chiffre de 200 suppressions de postes est avancé. « *La trésorerie, c'est un lien de proximité. On n'aura plus ce lien privilégié, on va priver les maires du contact qu'ils avaient au quotidien* », note Olivier Vernegeol (FO). « *Les comptables publics en poste aujourd'hui ne devraient pas rester. Ils espèrent externaliser cette mission-là. Petit à petit, les missions de service public on n'en veut plus* », ajoute Anne-Marie Durand. Pour un certain nombre d'agents mobilisés ce jeudi, « *on est vraiment dans une externalisation de la gestion des comptes publics* ». En début d'après-midi, une délégation des agents a été reçue en préfecture où ses membres ont signifié leur refus de la concertation promise à l'échelle départementale. « *On ne va pas choisir la longueur de la corde pour nous prendre* », résume Olivier Vernegeol au nom de collègues qui attendent aussi une réaction hostile de la part des élus.

GUY TRUBUIL
gtrubuil@midilibre.com

■ Les agents des impôts étaient présents ce jeudi matin devant la direction héraultaise.

La présence massive de manifestants nous a ouvert les portes de la Préfecture : le chef de cabinet a reçu les représentants du personnel le jour même. Nous lui avons démontré les risques induits par le plan Darmanin, tant du point de vue du personnel, des usagers et des collectivités.

Devant la fronde des agents de La Paillade et du Millénaire, la direction a rendu obligatoire la réunion de promotion de la « géographie revisitée » le mardi 2 juillet. Cela n'a pas empêché les agents de montrer leur opposition en assistant passivement à la présentation, vêtus de noir, en signe de deuil. Avant de quitter la salle, un communiqué réaffirmant le rejet total de ce plan social a été lu.

Lors de la nouvelle convocation du CTL le 4 juillet, malgré la période estivale, 150 agents se sont pressés aux portes de la Direction. Entre les chants contestataires, les représentants du personnel ont fait part de la constante mobilisation des agents.

L'intersyndicale a rédigé un tract à destination des cadres A et A+ afin de les inciter à nous rejoindre dans la lutte.

Section de l'Hérault

Depuis l'annonce du projet, les agents se sont mobilisés dans des actions diverses :

Déguisements :

Décorations de sites :

Actions élus

Dès le 27 juin, nous avons demandé un rendez-vous avec Michaël DELAFOSSE, élu aux Finances du Conseil Départemental de l'Hérault et avec Christian BILHAC, Président de l'Association des Maires de France de l'Hérault.

Nous avons rencontré Michaël DELAFOSSE le mardi 2 juillet. Il nous a assuré de son soutien face à la destruction du service public de proximité.

Du 4 au 11 juillet, l'intersyndicale a adressé des mails personnalisés aux 343 Maires de l'Hérault. Nous leur avons présenté une contre-lecture du Plan Darmanin afin de contrer la communication mensongère de notre Directeur VRP.

À ce jour, quelques mairies nous ont adressé des délibérations de motions de soutien.

Le 10 juillet, notre Directeur devait rencontrer les Maires de Bédarieux et de Lamalou. Il a été accueilli par l'ensemble des élus de la communauté de commune du Grand Orb. Une dizaine d'agents de Bédarieux et Lamalou étaient également présents.

Section de l'Hérault

Les élus lui ont fait part de leur fort mécontentement lié à l'abandon de leur territoire par l'État. Malgré le refus du Directeur, les élus ont invité les agents présents à donner leur point de vue sur le projet à venir.

Article paru dans le Midi Libre sur Bédarieux

Le calvaire de notre Directeur ne s'est pas arrêté là, puisque l'accueil fût tout aussi glacial à Saint Pons de Thomières !

DU CAROUX AU MINERVOIS

samedi 13 juil

Saint-Pons-de-Thomières Vingt emplois menacés à la Trésorerie

Ses services devraient partir vers Béziers et Lamalou-les-Bains. Explications.

Les agents des Finances publiques de Saint-Pons sont très inquiets pour leur avenir, depuis qu'ils ont eu connaissance de la réorganisation territoriale (lire également notre édition d'hier). « *Le centre des impôts et la Trésorerie fermeraient dès le 1er janvier 2020* », annoncent des affiches placardées dans certains commerces. Et si la Trésorerie a récemment déménagé pour rejoindre le centre des impôts dans la cité administrative, « *c'est juste pour économiser un loyer de 25 000 € par an payé à la commune et non pour rationaliser le service* », indique une source bien informée.

En réalité, ce sont 20 emplois qui seraient supprimés sur un bassin de vie déjà économiquement fragile. Le service des impôts des particuliers serait transféré à Béziers, où le service impôts des entreprises, soit quatre agents, a déjà été installé en début d'année. La Trésorerie partirait à Lamalou. Et, même si beaucoup d'opérations peuvent être réalisées à distance grâce au numérique, dans un milieu rural où la population est âgée, tout le monde n'est pas encore équipé d'un ordinateur, l'utilisation d'internet est loin d'être généralisé. Il faudra alors prendre la route et parcourir plus de 100 km, aller-retour, pour Béziers, et près de 80 km pour Lamalou. Au total, sur 51 communes, ce sont 16 000 foyers fiscaux qui sont concernés.

Ce qui semble faire le plus de mal, « *c'est la campagne d'enfumage que notre direction a commencé en rencontrant les élus locaux* », assure un autre.

À coups de promesses aux communes ou intercommunalités pour les aider à monter des Maisons de services au public (MSP), c'est la qualité du service qui est montrée du doigt. « *Leur fonctionnement serait à charge des finances locales. L'agent d'accueil, sous contrat de droit public, n'aura pas la compétence des agents de l'État et les renseignements seront tradés. Où sont la revitalisation des zones et la proximité des services publics annoncées par le gouvernement ?* »

Mercredi, en début d'après midi, le directeur départemental des Finances publiques, Samuel Barreault, est venu présenter la nouvelle organisation aux élus. Il a été accueilli par une quarantaine de personnes qui l'attendaient de pied ferme sur le parvis de la mairie.

■ Un accueil plutôt froid réservé au directeur des finances.

Olargues Na culture avec

■ Des sorties familiales, en

Cebenna propose l'atelier "Faire ses produits de beau té soi-même", lundi 15 juillet à 18 h (12 € pa adulte, 7 € par enfant) ainsi que deux balades pour voi les moufflons, au crépuscul sur le Caroux, mardi 16 jeudi 18 juillet, à 19 h (8 € pour les adultes, 5 pour les enfants).

Un rallye pour découvrir Beaux Orb, calme ou tum tueux, son importance et histoire sur le territoire, enjeux de l'eau est égale au programme, mercr 17 juillet, à 17 h. Cette ti est gratuite, financé

Olonzac

● RECENSEMENT MILITAIRE

Le monument en hommage aux harkis déplacé

● FÊTE NATIONALE

Actions usagers

Le mail envoyé à chaque mairie contenait une pétition à destination des usagers. L'intersyndicale a invité les maires à une diffusion auprès de leurs administrés.

Pour les sites de Bédarieux et Lamalou, un tract a également été rédigé par l'intersyndicale. Il sera distribué par les collègues.

Le centre des impôts de Bédarieux et la trésorerie de Lamalou ferment.

L'état supprime **25 emplois** sur ce bassin de vie déjà fragile économiquement.

25 familles ne participeront plus à l'économie locale.

Les différentes missions exercées seront transférées à **St Pons** (commune, cantine, centre de loisirs, eau...), **Lodève** (service des impôts des particuliers) ou **Pézénas** (service des impôts des entreprises).

Alors que le gouvernement multiplie les annonces sur la revitalisation des zones rurales et sur la proximité des services publics, il fait ici le contraire.

Avertissons et interpellons nos élus ?

Pour plus d'informations, veuillez vous rapprocher des agents du centre des impôts de Bédarieux et de la trésorerie de Lamalou.

LA RENTRÉE SERA COMBATIVE !!!

L'INTERSYNDICALE PASSERA EN HMI SUR TOUS LES SITES DU DÉPARTEMENT AFIN DE MOBILISER POUR LA GRÈVE DU 16 SEPTEMBRE ET LES ACTIONS A VENIR.

VOS REPRÉSENTANTS CONTINUERONT DE PRÉPARER LES ACTIONS DE LA RENTRÉE TOUT AU LONG DE L'ÉTÉ.

PLAN DARMANIN
Destruction des Finances Publiques

c'est NON !
RETRAIT IMMÉDIAT